



FORMULAIRE UNIQUE DE DEMANDE DE SUBVENTION MULTIFINANCEURS

MESURE N°311 - HÉRAULT *

DOCUMENT RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT RURAL LANGUEDOC ROUSSILLON

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL HEXAGONAL

*MESURE 311 : DIVERSIFICATION VERS DES ACTIVITÉS NON AGRICOLES

Cadre réservé à l'administration

N° de dossier OSIRIS : _____

Date de réception : | | | | |

INTITULE DU PROJET :

(À REMPLIR PAR LE DEMANDEUR)

Le présent formulaire de demande d'aide une fois complété constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.

Transmettez l'original à la DDTM de l'Hérault (guichet unique), la copie aux cofinanceurs que vous sollicitez et conservez un exemplaire. Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information.

IDENTIFICATION : DEMANDEUR

N° SIRET : | | | | |

attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

N° PACAGE : | | | | |

Concerne uniquement les agriculteurs

Code NAF (ex APE) : | | | | |

Aucun numéro attribué

■ Pour les personnes morales

STATUT JURIDIQUE :

établissement public, GAEC, EARL, SCEA, SARL, SA, SCI, association loi 1901, collectivité, groupement de communes, prestataires privés, autres...

RAISON SOCIALE :

| | | | |
| | | | |

Effectif salarié (à la date de la demande): | | | | |

NOM Prénom du

représentant légal : | | | | |

Fonction du représentant (*maire, président...*): | | | | |

Responsable du projet (*si différent*): | | | | |

■ Pour les personnes physiques

CIVILITE : Madame Mademoiselle Monsieur

ACTIVITE: | | | | |
(commerçant, artisan, exploitant individuel, conjoint collaborateur de l'exploitant, autres...)

NOM du demandeur, du mandataire (dans le cas des indivisions) :

| | | | |

NÉE (nom de jeune fille): | | | | |

Prénom : | | | | |

APPELATION COMMERCIALE (éventuellement) : | | | | |

RESPONSABLE DU PROJET (éventuellement) : | | | | | ☎ :

COORDONNÉES DU DEMANDEUR

Adresse : _____
permanente du demandeur

Code postal : |_|_|_|_|_| Commune : _____

☎ : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Téléphone portable professionnel (facultatif) : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

N° de télécopie (facultatif) : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Courriel (facultatif) : _____

COORDONNÉES : compte bancaire sur lequel le versement de l'aide est demandé

Donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de la présente aide et joindre un RIB :

Code établissement |_|_|_|_|_| Code guichet |_|_|_|_|_| N° de compte |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Clé |_|_|_|

CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

Investissement immatériel (prestation de service, études,...)
 Exemple, un tel investissement doit permettre de définir et sécuriser le projet du bénéficiaire :

- par un accompagnement et un suivi du porteur de projet dans la phase d'émergence, de formalisation et de mise en œuvre du projet,
- par une étude économique préalable liée au projet ou un audit lié à la stratégie de commercialisation.

Investissement matériel

Localisation du projet : _____ Code postal : |_|_|_|_|_|

Adresse précise du projet : _____

Commune(s)*: _____
**dans le cas où le projet se situe sur plusieurs communes : liste des communes ou annexe cartographique, indiquer le cas échéant la commune de rattachement du projet.*

Présentation résumée du projet

- Intitulé, contexte – (en particulier dans le cas d'un projet faisant l'objet de plusieurs tranches, objectifs): une dizaine de lignes
- Rubrique à renseigner dans tous les cas, y compris si le projet fait l'objet d'une présentation détaillée
- Vous devrez également joindre une note technique de présentation du projet conformément à la notice

CALENDRIER PREVISIONNEL DES DEPENSES

Date prévisionnelle de début de **projet*** : _____ (mois, année) Date prévisionnelle de fin de **projet*** : _____ (mois, année)

**il s'agira ici, par exemple, de la date de début ou de fin des travaux ou d'une prestation...*

Pour les projets qui s'étendent sur plusieurs années :

Année	Montant HT en €	Montant réel supporté (à compléter uniquement si vous ne récupérez pas la TVA, ou si vous la récupérez partiellement)
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
Dépenses totales prévues	_____	_____

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

Dépenses faisant l'objet d'une facturation directement imputables à l'action: la proratisation des frais généraux est exclue.

(Seuls les demandeurs qui ne récupèrent pas la TVA peuvent présenter des dépenses TTC) :

Nature des dépenses	Montant HT en €	Montant réel supporté (à compléter uniquement si vous ne récupérez pas la TVA, ou si vous la récupérez partiellement)	Devis joint (cocher la case)
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
TOTAL des dépenses prévues	_____	_____	

RECETTES PRÉVISIONNELLES GÉNÉRÉES PAR LE PROJET

NB : Au moment de la demande, les aides publiques sont calculées sur la base du coût prévisionnel du projet après déduction des recettes prévisionnelles. Les recettes avérées seront déduites au moment du paiement des aides. Le demandeur sera informé de la prise en compte effective des recettes dans le calcul de l'assiette éligible par la décision d'attribution

Nature de la recette prévue	Montant prévisionnel HT en €

TOTAL (à reporter au bas de la page suivante)	_____

INDICATEURS DE REALISATION

NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS (Equivalent Temps Plein) : |_|_|_|,|_|

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

(Seuls les demandeurs qui ne récupèrent pas la TVA peuvent présenter des dépenses TTC)

A) Financement d'origine publique

Financiers publics sollicités	Montants en € ⁽²⁾	Sollicité dans le cadre de la présente demande	Sollicité dans le cadre d' une autre demande	obtenu
Région _____	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Département _____	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres _____	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
_____	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Autofinancement : maître d'ouvrage public ⁽¹⁾	Sans objet mesure 311
Emprunt (a)	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Auto – financement (b)	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Sous-total apport du maître d'ouvrage public (a + b)	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _

Financements européens (FEADER) sollicités	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
--	-------------------------

Sous-total financeurs publics	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
-------------------------------	-------------------------

B) Financement d'origine privée

Autofinancement : maître d'ouvrage privé	Sans objet mesure 311
Emprunt (a)	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Auto – financement (b)	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Sous-total apport du maître d'ouvrage privé (a + b)	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _

Autres financeurs privés	Sans objet mesure 311
Participation du secteur privé (à préciser)	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Sous-total financeurs privés	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _

C) Recettes

Recettes prévisionnelles générées par le projet	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
---	-------------------------

TOTAL = A + B - C

TOTAL général = coût du projet	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
--------------------------------	-------------------------

(1) Le guichet unique détermine le cas échéant la part de l'autofinancement public qui appelle du FEADER

(2) S'assurer que le coût du projet correspond au total des dépenses prévisionnelles

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR (cocher les cases nécessaires)

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides au titre de la mesure N°:..... (précisez le N° de la mesure).

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- Ne pas avoir sollicité pour le même projet / les mêmes investissements, une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide,
 - Avoir pris connaissance des points de contrôle figurant dans la notice qui accompagne ce formulaire
 - L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,
 - Être à jour de mes obligations fiscales, ou du bénéfice d'un accord d'échelonnement
 - Être à jour de mes cotisations sociales, ou du bénéfice d'un accord d'échelonnement
 - Être propriétaire des biens immobiliers sur lesquels l'implantation est projetée
 - ou avoir obtenu de la part du propriétaire des biens immobiliers sur lesquels la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements,
- que ma société / mon exploitation / mon entreprise / mon site de production / ma structure **ne relève pas** des installations classées.
- que ma société / mon exploitation / mon entreprise / mon site de production / ma structure **relève** de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'environnement, et a dûment fait l'objet, selon le cas, d'une déclaration en préfecture, ou d'une décision d'autorisation d'exploiter délivrée par la préfecture.

Le cas échéant :

- Que je n'ai pas commencé l'exécution de ce projet **avant la date de dépôt de la présente demande d'aide.**
- Que je n'ai pas commencé l'exécution de ce projet **avant la date de dépôt d'une autre demande d'aide** valant autorisation de commencement
- Ne pas récupérer la TVA (si les dépenses prévisionnelles sont présentées TTC).
- Récupérer en totalité la TVA
- Récupérer partiellement la TVA

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- A respecter les règles en matière de date de début d'éligibilité rappelées dans la notice
- A informer le guichet unique de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- A permettre / faciliter l'accès à mon exploitation / entreprise / ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite.
- A ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- A apposer une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement d'un montant total supérieur à 50 000 euros, à installer un panneau sur les sites des infrastructures dont le coût total dépasse 500 000 euros. Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque,
- A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date de décision d'octroi de l'aide,
- A rester propriétaire des investissements acquis dans le cadre de ce projet pendant une durée de 5 ans,
- A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre de ce projet respecte les normes en vigueur,
- A communiquer le montant réel des recettes perçues à l'autorité de gestion,
- A ne pas avoir obtenu sur une période de trois exercices fiscaux un montant d'aides publiques supérieur à 200.000 euros, au titre du règlement (CE) N° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis ou du règlement (CE) N° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis. (mesures concernées : 311, 312 et 313).
- A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles - tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles - comptabilité... ,

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur..

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1974/2006, annexe 6, paragraphe 2 .1 l'autorité de gestion publie au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide dans le cadre des programmes de développement rural, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Se référer au listing annexe ci-joint au présent formulaire.

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple: vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

Fait à

le

Signature(s), qualité(s) et état(s) civil(s) du demandeur ou du représentant légal (*visé en page 1*):

Nb: pour les Gaec, signature de tous les associés exploitants

Cachet du demandeur

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique.

Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser au guichet unique désigné pour ce dispositif.